

POUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL, POUR DES MOYENS, POUR LES SERVICES PUBLICS : EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 16 JUIN AVEC LA SANTÉ !

Communiqué commun du 8 juin 2020

Coordination nationale de l'Éducation (1^{er} et 2nd degrés) • Les Stylos Rouges
Coordination Lycéenne Nationale • Parents pas confiants

Depuis le début de la crise sanitaire, et encore plus en cette fin d'année, Blanquer en profite sans vergogne pour faire passer ses attaques, souvent anciennes et remises au goût du jour en profitant de l'aubaine.

Déjà aujourd'hui dans nos écoles et établissements, l'heure est aux « allègements » successifs des garanties sanitaires à la réouverture (déjà bien légères pour le ministère, mais pesant lourdement sur les personnels tant que la situation ne permet pas une réouverture normale), à l'explosion de la charge de travail pour toutes les catégories et notamment les agent·e·s d'entretien, au cumul dans les faits entre présentiel et distanciel, aux suppressions de postes et fermetures de classe, etc.

Le dispositif 2S2C, que le gouvernement entend pérenniser et généraliser, constitue une externalisation des enseignements sportifs, artistiques et civiques, en les faisant assurer par les municipalités sur le temps scolaire. Dans le premier degré, cela répond à l'idéologie d'une école réduite aux « fondamentaux » ; dans le second degré, c'est une menace contre les métiers et les postes en EPS, arts plastiques, éducation musicale... Partout, c'est un morcellement de l'éducation et une nouvelle aggravation des inégalités territoriales.

Le ministère cherche également à refondre le management dans les écoles : la proposition de loi de la députée LREM Cécile Rilhac sur la direction d'école doit être discutée dès le 17 juin en commission à l'Assemblée nationale, et sera examinée en séance publique le 22 juin ! La création d'une « fonction » de directeur d'école n'allégera en rien la charge de travail, les responsabilités écrasantes et le « management par l'urgence » qui ont reposé sur les épaules des directeurs et directrices depuis le début de la crise... alors que c'est bien Macron qui a supprimé les aides administratives à la direction d'école ! Les motivations sont claires : un an après le rejet massif des EPSF de la loi Blanquer, le ministre n'admet toujours pas que les professeur·e·s des écoles puissent travailler sans la présence permanente de supérieur·e·s hiérarchiques.

Tout cela montre que Blanquer se moque ouvertement de la santé, de la souffrance et des conditions de travail et d'apprentissage des personnels et des élèves ! La priorité ne devrait pas être de reprendre les programmes et les évaluations comme si de rien n'était, mais bien de préparer la rentrée de septembre, d'adapter les programmes, de panser les traumatismes...

Le gouvernement aimerait déconfiner uniquement la machine économique – et la garderie qui va avec – mais surtout pas l'expression des colères et des revendications. On aurait le droit de s'entasser dans les transports en commun, de côtoyer nos collègues et nos élèves, mais pas de manifester pour nos conditions de travail, pour les revendications des personnels soignants, ou contre les licenciements, le racisme et les violences policières ? La contestation s'exprime pourtant bel et bien depuis le 11 mai, à l'appel des personnels hospitaliers qui se rassemblent partout en France sans rien attendre du « Ségur de la santé » ; à l'appel des collectifs de sans-papiers le 30 mai ; à l'appel des ouvrier·e·s qui se battent contre les licenciements ; à l'appel du comité Adama contre le racisme et les violences policières...

Le mardi 16 juin, les personnels hospitaliers feront grève et manifesteront pour la défense du service public de la santé. L'intersyndicale de la santé CGT, FO, SUD, UNSA, CFE-CGC et les Collectifs Inter-Urgences et Inter-Hôpitaux appellent « *tout·e·s ensemble salarié·e·s, usager·e·s, population* » à « *se mobiliser le 16 juin pour une journée d'action nationale d'initiatives et de grève* ». Mais au-delà, comme l'a exprimé le Collectif Inter-Urgences dès le 29 mai, « *le 16 juin pourrait être une première étape pour allier les colères et reprendre notre voix pour une gestion sociale de la crise* ».

Enfin, les associations et organisation syndicales CGT, FSU, Solidaires et UNL qui ont publié la tribune « *Plus jamais ça* » ont appelé ce 8 juin « *l'ensemble de la population à manifester leur soutien et partager leurs exigences en se rendant à ces initiatives, tout en respectant les mesures de protection* ». À ce titre, des préavis nationaux de grève sont déposés sur tout le mois de juin par les fédérations FERC-CGT et SUD Éducation, ainsi que par des syndicats FSU et FO.

C'est pourquoi nous nous associons à cette initiative, et appelons les personnels de l'Éducation à faire grève et à manifester le 16 juin, à la fois en tant qu'usager·e·s du service public de santé, en soutien interprofessionnel aux revendications des personnels soignants, mais aussi pour porter nos revendications de moyens et de conditions de travail communes à tous les services publics.

Nous appelons à tenir des Assemblées Générales dans nos écoles et établissements, dans nos villes et départements, pour organiser la grève. Enfin, nous appelons à former des cortèges visibles de l'Éducation dans les manifestations et rassemblements qui auront lieu, aux côtés des Facs et Labos en lutte qui y ont appelé ce 6 juin lors de leur coordination nationale.